



Plan pauvreté :

« Il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi » !



Après une mise en placard le temps de la coupe du monde de football, le plan pauvreté a été dévoilé en grande pompe le 13 septembre dernier. Présenté comme le tournant social du quinquennat de Macron, ce plan s'inscrit sans surprise dans la lignée libérale. L'annonce de la fusion d'une partie des aides sociales via le Revenu Universelle d'Activité témoigne d'une idéologie rendant les plus précaires responsables de leurs situations... A croire qu'il suffirait de traverser la rue pour trouver du travail et s'en sortir !

La pauvreté explose...

Les chiffres sont là pour rappeler à celles et ceux qui se voilent la face que la pauvreté est une réalité en France. D'après l'INSEE, la pauvreté est en explosion. Près d'un million de personnes supplémentaire y ont basculé portant le nombre à 8,8 millions dont 3 millions en situation de privation matérielle grave. Les jeunes ne sont pas épargnés avec 3 millions d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté, 60 000 jeunes mineurs sans école, emploi ou formation, 3000 gamins sortis de l'Aide Sociale à l'Enfance sans solution et un jeune sur cinq au chômage...

Des mesurettees qui ne changeront pas la donne...

Face à ce constat, le gouvernement entendait réagir. Les plus candides attendaient un changement de cap, voir un arrêt des politiques d'asphyxie des services publics, une remise en question de la financiarisation du travail social, la fin de la précarité et son lot de petits boulots payés aux lances pierres et/ou à temps partiel... Que nenni ! On s'en doutait, on n'attendait rien d'un gouvernement de combat patronal. Les quelques mesurettees sont à prendre, mais elles ne changeront pas la donne. On retient à ce titre l'annonce de 30 000 places supplémentaires en crèche, les repas à 1 euro dans les cantines

scolaires pour les enfants les plus fragiles, l'extension de la garantie jeune, l'obligation de formation jusqu'à 18 ans ou la prise en charge jusqu'à 21 ans des jeunes suivis par l'aide sociale à l'enfance (ASE)...

Revenu Universel d'Activité ou flicage généralisé des précaires...

L'effet de surprise a été orchestré par l'annonce de la création d'un Revenu Universelle d'Activité (RUA) limité aux conditions de ressources. Cette nouvelle prestation sociale pourrait se traduire par la fusion du RSA, des APL, de la prime d'activité voir de l'allocation adulte handicapé ou de l'allocation de solidarité spécifique... Ses contours seraient précisés en 2020 par la « loi d'émancipation sociale ». Le gouvernement n'est pas à un oxymore près, car en substance, le RUA se traduirait par la mise en place d'un flicage des bénéficiaires. D'ici 2020, un service public de l'insertion évoquant Pôle Emploi, les maisons des services sociaux départementaux, les centres communaux d'action sociale, les associations délégataires devraient voir le jour avec un pilotage standardisé, une évaluation permanente, la mise en place de bonus/malus, un suivi rapproché des bénéficiaires et des radiations à la pelle pour toutes celles et ceux déclinant deux



offres d'emploi raisonnables. Du côté des moyens, le plan prévoit une contractualisation avec les Collectivités Territoriales introduisant une obligation de résultat et généralisant les appels à projets.

Vers une refonte du travail social

A plusieurs reprises le plan fait écho au rapport Bourguignon et annonce la couleur en souhaitant reformer le travail social à l'horizon 2020. On y devine déjà certains contours : injonctions de résultats, utilisation de plateformes dématérialisée, renforcement des fonctions de contrôle social, création de nouveaux diplômes universitaires et de nouveaux métiers (écrivains publics, médiateurs sociaux, développeurs sociaux). En parallèle, après avoir sabré la prévention spécialisée, la « nouvelle innovation sociale à la mode » consisterait à développer les pratiques « d'aller vers » les personnes. Le « Président Macron le grand frère » nous a déjà montré la voie à Saint Martin au détour d'un selfie ayant défrayé la chronique... Les logiques d'expérimentation et d'essaimage sont évoquées laissant la part belle aux entrepreneurs du social qui entendent pratiquer le « recyclage des pauvres » en multipliant des activités lucratives sur le dos des exclus du capitalisme.

Le plan pauvreté n'accouche pas d'une souris, mais d'une nouvelle pièce renforçant l'édifice libérale. Par un habile jeu de redéploiement des crédits, les mesurettees annoncées ne font pas oublier le fond du problème et n'abordent à aucun moment le sort des exilé-es, des séniors isolé-es ou des familles monoparentales soumises aux contrats précaires et aux temps partiels imposés... La démolition de l'action sociale, éducative et sanitaire orchestrée depuis des années, nous invite à construire des mobilisations décroissant les secteurs. Partout, construisons des liens, des pratiques et des luttes communes entre acteurs et actrices du social, du sanitaire, de l'insertion, de l'éducation et des associations de mal logé-es, de sans-papiers et des privé-es d'emploi.

- **Organisons le 9 octobre, des cortèges travail social et médico-social en lutte dans toutes nos villes pour témoigner de notre unité**

- **Participons aux contres Assises de la prévention spécialisée à Nantes, le 8 novembre pour contrer la casse du social, du médico-social, de la psychiatrie, de la protection de l'enfance ou de la santé !**

